

Histoire Engagée

**L'édition 2026 du « Mayday » du Groupe
d'histoire de Montréal : Une occasion de
célébrer 50 ans de recherche en histoire**

Olivier Beaulieu

7 octobre 2026

Olivier Beaulieu, étudiant au doctorat à l'UQAM

L'édition 2026 du «May Day», le traditionnel colloque du Premier mai organisé par le Groupe d'histoire de Montréal (GHM), se distinguait des années précédentes puisqu'on y célébrait les cinquante ans du GHM – incluant les 13 années du Groupe de recherche sur l'histoire des milieux d'affaires de Montréal/Montreal Business History Project (MBHP), qui l'a précédé. L'événement s'ouvrait le jeudi 14 mai à l'Université McGill avec une table ronde offrant une rétrospective du groupe, pour ensuite laisser la place, le lendemain à l'UQAM, à trois panels traitant chacun d'un des axes de recherche du groupe : capital, migration et colonialisme. L'évènement s'est conclu avec une conférence d'honneur.

Table ronde

C'est Robert Sweeny qui a ouvert la table ronde avec une intervention emplie de fierté envers le défunt MBHP (1976–1989) qui, dès sa fondation, souhaitait produire une histoire nouvelle de Montréal par l'entremise d'une pratique historique se voulant tout aussi innovante. La praxis du groupe était simple, selon Sweeny : le MBHP était structuré comme un collectif de recherche égalitaire qui rejetait les hiérarchies et les divisions traditionnelles du travail académique. Le MBHP a laissé un grand legs : de nombreux mémoires de maîtrise, plusieurs communications, une immense banque de données d'archives notariales et, surtout, une remise en question de l'historiographie à travers une volonté d'étudier le monde «ordinaire». C'est également durant ces années qu'ont été lancés les Jeudis d'histoire, une série de conférences qui sont toujours organisées annuellement par le GHM.

Ensuite, Mary Anne Poutanen a abordé ce qui caractérise la culture particulière du GHM, soit le respect, l'équité et l'écoute. Plusieurs facteurs ont contribué à cette culture de recherche égalitaire, dont le financement important offert aux membres quel que soit leur statut professionnel, les nombreux projets collectifs, ainsi qu'une structure qui encourage la recherche, l'innovation et les voyages académiques partout à travers le monde. Pour Poutanen, le succès du GHM réside également dans ses valeurs profondément ancrées dans le socialisme et le féminisme.

Brian Young, pour sa part, a exploré un thème qui, selon lui, traverse l'histoire du groupe depuis ses débuts : le contrat. Il a observé que peu de membres ont

cherché à creuser à quel point cette question était centrale au sein des travaux du groupe et que ses membres ont eu généralement tendance à se tourner vers l'historiographie américaine et britannique à ce sujet. Young regrette l'absence de références chez les membres du GHM à une historiographie portant sur le droit civil québécois, référant à des chercheurs comme Jean-Philippe Garneau, Peter Gossage, Thierry Nootens ou encore le regretté Jean-Marie Fecteau. Face aux politiques identitaires post-1995, le groupe aurait délaissé l'un des aspects qui fait précisément la spécificité du Québec : son droit civil et son contexte contractuel. Young a donc appelé à reconnaître le caractère rassembleur du contrat, un thème qui traverse les intérêts de plusieurs membres du GHM, tout en ajoutant que le groupe pourrait jouer un rôle de premier plan dans la défense de l'autonomie du droit civil québécois au sein de la fédération canadienne.

Les interventions de Bettina Bradbury et de Nicolas Kenny, plus autobiographiques, ont mis en lumière le rôle essentiel qu'a joué le GHM dans leur parcours académique et personnel. Kenny, par exemple, y a découvert une approche matérialiste qui l'a aidé à mieux saisir la matérialité de Montréal. Bettina Bradbury a raconté comment le groupe lui a permis d'approfondir son approche féministe et d'explorer un thème qui a été présent tout au long de sa carrière, soit les contrats de mariage à Montréal au XIX^e siècle. Loin d'idéaliser le passé du GHM, elle a aussi souligné ses périodes difficiles, qui ont parfois laissé des cicatrices. Néanmoins, Bradbury demeure fière d'avoir contribué, avec d'autres, à positionner le féminisme au cœur des préoccupations de recherche du groupe.

Enfin, pour clore la table ronde, Valérie Poirier a partagé ses réflexions sur le rôle du GHM dans la formation des étudiantes et étudiants. Dans un contexte où les ouvertures de postes universitaires sont extrêmement rares, comment le groupe pourrait-il préparer ses membres étudiants à des carrières dans d'autres milieux professionnels? Cette question s'appuie sur sa propre expérience à titre de membre étudiante, de 2013 à 2020, puis de conseillère en aménagement à la Division du patrimoine de la Ville de Montréal. Comme elle l'a expliqué, une fois le parcours d'études terminé, le maintien d'une implication dans un milieu de recherche académique pose de nombreux défis. Malgré les apports du GHM dans son parcours, elle a déploré cet angle mort dans la formation de la relève historienne, qui demeure encore orientée sur le modèle de la carrière en recherche universitaire.

Capital

Le premier panel a débuté avec une communication de Camille Robert, nouvellement professeure à l'Université de Montréal, qui portait sur ses plus récents intérêts de recherche. En réexaminant l'idée de « préjugé favorable envers les travailleurs » du Parti québécois (PQ), sa présentation déboulonnait le récit selon lequel le gouvernement péquiste aurait, de 1976 jusqu'aux négociations collectives de 1982-1983, été un partenaire du mouvement syndical, avant d'être contraint d'adopter une orientation néolibérale en raison de la crise économique. Selon Robert, une telle perspective historique peut avoir pour effet d'idéaliser le premier mandat du PQ afin de mieux excuser sa « déviation » de 1982-1983. Or, la chercheuse a expliqué que dès son premier mandat, le PQ, a adhéré à certains principes de gouvernance néolibérale, notamment afin de redéfinir les rapports salariaux entre les secteurs public et privé.

Benoit Marsan, professeur associé et chargé de cours à l'UQAM, a quant à lui présenté une synthèse de son plus récent livre intitulé *L'heure des pétitions est passée : Les luttes des sans-travail au Québec, 1919-1939*. Edward Dunsworth, professeur à l'Université McGill, a ensuite partagé ses plus récentes recherches sur les politiques de la gauche parlementaire canadienne et les politiques d'immigration au Canada dans l'entre-deux-guerres.

Sandrine Labelle, candidate au doctorat à l'UQAM, a conclu le panel avec une riche présentation qui portait sur les liens entre la fermeture de l'usine Redpath à Montréal et la crise de la dette ivoirienne. Labelle, à l'instar du géographe David Harvey, considère que les crises du capital ne se résolvent jamais, elles ne feraient que se délocaliser. Ainsi, à la fin des années 1970, l'entreprise Redpath vivait une crise de surproduction qui la rendait incapable d'écouler le sucre qu'elle produisait dans sa raffinerie montréalaise. Redpath s'est alors tournée vers la lucrative construction d'usines de sucre pour certains États africains. Étant donné la surproduction sur le marché international du sucre, ces raffineries ont rapidement connu les mêmes problèmes que l'usine montréalaise. Après que la Côte d'Ivoire ait été dans l'incapacité de remplir ses obligations envers l'entreprise, cette dernière s'est vue « obligée » de liquider certains actifs, dont sa raffinerie à Pointe-Saint-Charles. Avec ce récit, Sandrine Labelle nous démontre que pour comprendre la désindustrialisation de Montréal, il faut parfois regarder ailleurs et inverser les causes traditionnelles de ce phénomène.

Migration

Dans le second panel, Dan Horner, professeur à la Toronto Metropolitan University,

a offert une communication animée sur l'histoire d'Alfred Perry. Né en Grande-Bretagne en 1820 et élevé à Montréal à partir de 1832, Perry a intégré l'élite montréalaise à travers son implication dans la « politique de rue ». Il a joué un rôle actif dans l'opposition armée aux rébellions patriotes de 1837-1838, dans l'incendie du parlement de 1849, dans les émeutes de Gavazzi de 1853, ainsi que dans l'armée confédérée des États américains du Sud – ce qui pousse Dan Horner à le qualifier de « Forrest Gump canadien ». Malgré son implication dans ces « politiques » de rue, Perry est tout de même devenu un membre respecté de l'élite anglo-protestante montréalaise et l'un des fondateurs de l'hôpital Douglas. Bien que l'historiographie ait laissé croire que les violences ethniques de rue à Montréal sont devenues marginales à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'histoire d'Alfred Perry tend plutôt à démontrer que la violence, particulièrement sur une base ethnolinguistique, a eu une place centrale dans la société montréalaise tout au long du siècle.

La présentation d'Aurélié Audeval, titulaire d'une chaire de professeure junior à l'Université de Lille, portait sur le cas judiciaire de l'américain Harry Kendall Thaw qui, après avoir commis un meurtre et subi un internement, s'est enfui en 1913 au Canada. Arrêté à Coaticook et transféré à la prison de Sherbrooke, le meurtrier a tenté de contrôler le récit médiatique afin d'attirer l'empathie du public. Ses avocats dénonçaient son arrestation en évoquant le droit à l'*habeas corpus* : Thaw n'en aurait jamais su les motifs. Au contraire, le Canada justifiait son arrestation, plaidant qu'il ne se serait jamais présenté à un poste frontalier¹. Après une longue bataille juridique entre les États-Unis et le Canada, tournant autour de la légalité ou non de son rapatriement dans son pays d'origine, le système judiciaire canadien a décidé, après l'abandon par Thaw de son droit à l'*habeas corpus*, de ne pas trancher sur la légitimité d'un tel rapatriement. Après trois semaines au Canada, Thaw a été extradé aux États-Unis. Selon Audeval, derrière une telle décision se cachait la volonté d'éviter de créer une jurisprudence, pour ainsi assurer au système d'immigration canadien une totale liberté dans sa capacité à gérer l'immigration et, du même coup, départager les immigrants désirables des non désirables.

Laura Madokoro, professeure à l'Université Carleton, venait quant à elle présenter son nouveau projet de recherche intitulé « Empire, Internment, and the Politics of Family Research » qui examinera son histoire familiale et la question de l'« empire d'internement ». Descendante d'immigrants allemands et japonais, les deux côtés de son arbre généalogique ont connu les camps d'internement au cours de la Seconde Guerre mondiale. En partant de cette histoire très

personnelle, elle cherchait avec ce nouveau projet à élargir son intérêt à tous les groupes internés au Canada au cours de cette guerre. Étant moi-même un jeune chercheur passionné par l'histoire familiale, autant la mienne que celle des autres, il s'est avéré inspirant et encourageant d'apprendre que l'histoire familiale continue aujourd'hui à être utilisée par des chercheur.ses aussi aguerri.es que Laura Madokoro.

Colonialisme

Le troisième et dernier panel était composé d'Elizabeth Elbourne (McGill), d'Isabelle Bouchard (UQTR), de Chandra Murdoch (Université de Toronto) et de Jean-Philippe Bernard (UQO). Elizabeth Elbourne, dans sa communication, a partagé des réflexions sur la diversité des formes que le colonialisme a pu prendre dans l'histoire au Canada. Isabelle Bouchard s'est intéressée aux raisons qui ont poussé les autorités coloniales canadiennes, au XIX^e siècle, à considérer les autochtones comme des mineurs. Chandra Murdoch a abordé, entre autres, la question des traités et des politiques de la Couronne britannique sur les terres autochtones au milieu du XIX^e siècle.

Jean-Philippe Bernard s'est démarqué avec une saisissante réflexion sur le colonialisme de peuplement : comment se fait-il que, plus de 20 ans après les premiers travaux sur le *settler colonialism*, ce cadre théorique demeure aussi peu mobilisé dans l'historiographie québécoise ? Selon lui, il ne faudrait pas croire que la raison se trouve dans une simple négation de cette forme de colonialisme au Québec. Ces historien.nes ne préféreraient-ils pas simplement une approche historique plus nuancée et située que tend à passer sous silence la version parfois totalisante du *settler colonialism* ? Tout en reconnaissant les mérites de ce cadre théorique qu'il utilise parfois, Jean-Philippe Bernard craint que cette idée de colonialisme d'occupation puisse provoquer une forme d'évitement et de déresponsabilisation collective. Pourquoi et comment lutter si tout est « [structure] » ? S'il considère le Québec comme un cas type de colonialisme d'occupation, il estime tout de même que ce cadre interprétatif peut mener à une écriture historique dénuée de complexité. Bernard constate que ce cadre laisse également peu de place aux acteurs et actrices, et maintient le silence sur les manifestations situées de la dépossession et de ses conséquences sur les Premières Nations.

Conférence d'honneur

Le colloque se clôturait avec la passionnante présentation de Damian Clavel, chercheur à l'Université de Zurich, sur l'histoire du « faux » État de Poyais. Sa présentation nous plongeait dans une enquête historique sur ce qui semble être, aux premiers abords, l'un des plus grands scandales d'escroquerie que l'histoire ait connu. Clavel a nuancé ce portrait en démontrant que Gregor MacGregor, le « fondateur » de Poyais, était avant tout un mercenaire écossais qui aurait tenté de financer une colonie et une base militaire en Amérique centrale. Celle-ci aurait pu profiter aux peuples indigènes miskito centraméricains, aux républicains d'Amérique latine et au commerce transatlantique britannique. Loin d'être une fraude financière, le scandale de Poyais était plutôt une tentative ratée d'établir un territoire politiquement et commercialement indépendant, à une époque où plusieurs États latino-américains entreprenaient de telles démarches².

Conclusion

Tout comme la ville de Montréal et ses habitant.es, le Groupe d'histoire de Montréal est un collectif hétéroclite à plusieurs égards. Comme la métropole, le GHM a connu des moments de turbulence, de tension et de rupture. Malgré tout, le groupe a réussi à franchir le cap des 50 ans. Comme mentionné plus haut, Mary Anne Poutanen nous a parlé de la culture du groupe : le respect, l'équité et l'écoute. Or, au cours de ces deux journées, j'ai eu effectivement la chance d'expérimenter cette culture par l'entremise d'échanges souvent remplis de bienveillance et d'admiration réciproques. Mon souhait pour les cinquante prochaines années du GHM serait qu'il n'abandonne jamais ses deux principaux fondements théoriques, que sont le féminisme et le socialisme. À une époque où la frilosité sur ces questions semble gagner du terrain, savoir qu'un groupe de recherche académique et rigoureux porte encore fièrement ces deux combats reste pour moi une bouffée d'air frais, dans un contexte contemporain souvent étouffant.

1. S-N, « L'affaire Thaw », Société d'histoire de Coaticook, 2017.
<https://www.societehistoirecoaticook.ca/revue-article/laffaire-thaw/>

2. Damian Clavel, *Créer un pays, le royaume de Poyais: Gregor MacGregor, emprunts d'État et fraude financière 1820-1824*, Neuchâtel, Livreo-Alphil, 2022, 11.